

INSTRUCTION

N° 00-051-B3 du 20 juin 2000

NOR : BUD R 00 00051 J

Texte publié au BOCP

ASSUJETTISSEMENT DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS À LA C.S.G ET À LA C.R.D.S.

ANALYSE

Modalités de remboursement des pensionnés civils ou militaires de retraite de l'Etat.

Date d'application : 16/02/2000

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE ;
REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE ; EXONÉRATION ; REMBOURSEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 91-43-B3 du 29 mars 1991 - Instruction n° 93-86-B3 du 27 juillet 1993 -
Instruction n° 94-007-B3 du 24 janvier 1994 - Instruction n° 96-056-B3 du 4 juin 1996 -
Instruction n° 97-017-B3 du 6 février 1997 - Instruction n° 98-058-B3 du 9 avril 1998.

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE											

DIFFUSION

CS 19

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

La Cour de justice des Communautés européennes a rendu, le 15 février 2000, deux arrêts relatifs à la contribution sociale généralisée (C.S.G) (affaire C-169/98) et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale (C.R.D.S.) (affaire C- 34/98) précomptées sur les revenus d'activité et de remplacement perçus par les travailleurs frontaliers.

Dans ces arrêts, la Cour de justice des Communautés européennes sans remettre en cause la liberté pour les Etats-membres de financer leurs systèmes de sécurité sociale par des prélèvements de leur choix (cotisations, impôts généraux, impôts spécifiques), a considéré la CSG et la CRDS comme suffisamment liées aux lois qui régissent la sécurité sociale pour qu'il soit fait application de la règle de l'unicité de la législation applicable posée par l'article 13 du règlement CEE n° 1408/71, portant coordination des régimes de sécurité sociale des Etats-membres.

Ainsi, les cotisations de CSG et de CRDS ne peuvent pas être précomptées sur les revenus d'activité et de remplacement des personnes qui, tout en résidant fiscalement en FRANCE, ne relèvent pas d'un régime de sécurité sociale français.

Ces dispositions sont applicables aux travailleurs frontaliers titulaires d'une pension civile ou militaire de retraite de l'Etat qui résident en FRANCE et exercent une activité professionnelle dans un Etat-membre de l'Union européenne, en SUISSE ou en Principauté de MONACO.

C'est pourquoi, il devra être donné suite aux demandes d'exonération et de remboursement des cotisations de CSG et de CRDS présentées par des pensionnés visés par les dispositions qui précèdent et selon les modalités qui suivent.

1. MODALITÉS DE REMBOURSEMENT

Les demandes peuvent être présentées dans un délai de deux ans à compter du 16 février 2000 sans que puisse être opposée la prescription biennale édictée à l'article L. 243-6 du Code de la sécurité sociale.

Les remboursements effectués à l'issue de demandes produites après le 15 février 2002 se verront appliquer la prescription précitée.

En tout état de cause la date de départ des remboursements ne pourra être antérieure au 1^{er} février 1991 pour la CSG et au 1^{er} février 1996 pour la CRDS.

Les comptables doivent, préalablement aux opérations de remboursement, s'assurer que les pensionnés remplissent les conditions ci-dessus énoncées et, notamment de la prise en charge totale par un régime de sécurité sociale du pays dans lequel ils exercent leur activité professionnelle.

De même, ils doivent vérifier que les pensionnés demandeurs sont employés sans interruption depuis la date de départ des remboursements.

C'est pourquoi, les intéressés doivent fournir à l'appui de leur réclamation une attestation de leur employeur qui permet de fixer le point de départ des remboursements et une attestation du régime de sécurité sociale dont ils dépendent pour le paiement des prestations en nature de l'assurance maladie pour confirmer qu'ils ne relèvent pas d'un régime de sécurité sociale français.

Les remboursements sont effectués sur la base des cotisations réellement acquittées par les pensionnés et par voie de paiement hors-échéance afin que les sommes en cause soient prises en compte dans les chaînes de traitement informatisé et comptabilisées dans les documents transmis mensuellement au service des pensions.

2. CONTRÔLES

S'agissant du maintien de cette exonération, les comptables devront contrôler la situation de ces pensionnés en exigeant annuellement les attestations précitées, actualisées, fournies à l'appui de la demande de remboursement. Si les conditions requises ne sont plus remplies, le précompte des cotisations de CSG et de CRDS sera rétabli. Ces contrôles seront initiés à la même période que le contrôle des ressources.

Toutefois, s'il s'avère qu'un pensionné a perdu sa qualité de travailleur frontalier et ne bénéficie plus des prestations en nature de l'assurance maladie versées par un régime de sécurité sociale d'un pays membre de l'UE autre que la FRANCE, il conviendra de rétablir les précomptes à compter de la date à laquelle la situation du pensionné a changé.

Toutes difficultés d'application de cette instruction me seront transmises sous le timbre du bureau 5C, télédéc 743, 120, rue de Bercy, 75572 PARIS CEDEX 112

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR, CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-FRANÇOIS BERTHIER